

ITINÉRAIRE D'UN SLOVAQUE : JOZEF TISO (1887-1947)

Antoine Marès

Les Belles lettres | « Les Cahiers de la Shoah »

2007/1 n° 9 | pages 61 à 89

ISSN 1262-0386

ISBN 2251694245

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-shoah-2007-1-page-61.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Les Belles lettres.

© Les Belles lettres. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Itinéraire d'un Slovaque : Jozef Tiso (1887-1947)

Antoine Marès

Sur le site Yad Vashem, une notice d'une vingtaine de lignes présente brièvement Mgr Tiso comme un radical indépendantiste, chef d'un État créé et satellisé par l'Allemagne, resté fidèle jusqu'au bout à Hitler. À propos de la *Shoah*, il est simplement précisé qu'il a eu la possibilité d'éviter les déportations, mais qu'il n'a exercé ce droit que pour 1 100 personnes. L'article n'évoque pas explicitement sa responsabilité dans l'extermination des Juifs de Slovaquie. Quel est ce personnage qui continue d'être l'objet de vives polémiques, au même titre que certains leaders d'Europe centrale, comme le Hongrois Horthy ou le Roumain Antonescu, les choses étant plus univoques pour le Croate Ante Pavelić ? Le débat autour de Jozef Tiso n'est pas sans

rappeler d'ailleurs des discussions plus anciennes autour du maréchal Pétain. Il s'agira donc d'évoquer un parcours biographique et de voir quels sont les éléments qui, dans sa vie et son environnement, permettent de comprendre ce qui s'est passé pendant la Deuxième Guerre mondiale. En même temps, il faut se garder d'une vision téléologique, « génétique » de l'histoire, qui mènerait forcément Tiso à pratiquer la politique qu'il a, sinon menée, du moins encouragée ou laissé faire pendant cinq ans. Je tenterai aussi de rendre le contexte, car Jozef Tiso est emblématique d'une certaine slovacité.

1887-1918 : LES JEUNES ANNÉES

Jozef Tiso est né le 13 octobre 1887 à Vel'ká Bytča, petite ville du nord-ouest de la Slovaquie, deuxième enfant (sur sept) d'un paysan et boucher local. Il est né dans un milieu marqué par le catholicisme et la langue slovaque, mais Vel'ká Bytča (pas très loin de Saint-Martin de Turiec) sur le Váh, où on fabrique des allumettes et où on confectionne des fourrures, est un district mixte avec des Hongrois et des Juifs, de langue allemande ou yiddish.

Quel est l'état de la question slovaque à cette époque ? Lors du printemps des peuples de 1848, les représentants slovaques – en particulier leur leader, codificateur de la langue littéraire, L'udovít Štúr – ont réclamé l'autonomie administrative de leur territoire ethno-linguistique. Les révolutionnaires hongrois l'ont

refusée et les Slovaques se sont tournés vers Vienne dont ils ont obtenu un certain nombre d'avantages culturels dans les années 1860 (une association culturelle, la *Matica*, des lycées slovaques...). Or, à partir de 1874, dans le cadre du nouvel empire austro-hongrois créé en 1867, Budapest se livre à une politique d'assimilation radicale de ses nationalités et détruit ces institutions, les Slovaques, essentiellement ruraux, étant donc confrontés à une très forte magyarisation scolaire. Dans de telles conditions, leur espace culturel ne peut se maintenir et se développer que grâce à leur coopération avec les Tchèques. Qui plus est, le suffrage censitaire ne permet pas aux Slovaques d'avoir plus de quelques représentants au parlement de Budapest alors qu'ils sont, selon le recensement officiel, 1, 9 millions, soit 10,4 % de la population du royaume de Hongrie (Transleithanie). Tel est le tableau des années 1880-1890.

Le jeune Tiso, dont les capacités ont été remarquées dès l'école primaire trilingue (slovaque, allemand, hongrois), n'a d'autre ressource que d'aller au collège voisin de Žilina, où l'enseignement se fait exclusivement en hongrois ; son nom est alors hongarisé : selon l'usage hongrois de renversement du nom par rapport au prénom, il devient Tiszo József. En 1902, il passe au lycée piariste de Nitra, ville elle aussi très fortement magyarisée au début du siècle. Il semble que le jeune Tiso n'ait pas fait alors preuve de zèle national : son objectif est visiblement de s'adapter aux conditions nationales dominantes pour achever ses études et devenir prêtre plus que d'affirmer sa slovacité. Il manifeste la même prudence lors de ses études de théologie au Pazmaneum

de Vienne, un haut lieu de la formation du clergé de Hongrie depuis le XVII^e siècle. Il a parmi ses professeurs Ignaz Seipel, futur leader du Parti chrétien-social, qui dominera la scène politique autrichienne des années 1920. D'une part, il est vraisemblable que l'étudiant Tiso, dans une Vienne dont l'hôtel de ville est occupé par Karl Lueger, a eu quelques échos de l'antisémitisme ambiant. Ses biographes attestent qu'il suivait déjà attentivement la vie politique de la monarchie. D'autre part, à la différence d'autres compatriotes, son assimilation au hongrois n'est que partielle : il continue d'écrire et de s'exprimer en slovaque, même si aucun signe ne permet de mentionner son attachement à la lutte nationale des Slovaques de l'époque : les témoignages postérieurs sont plus que sujet à caution.

Il est ordonné prêtre en 1910, avant d'être nommé en Slovaquie centrale, près de Kysucké Nové Mesto, puis en 1911 à Rajec, dans le Nord-Ouest du pays. Il y exercera, à côté de ses responsabilités sacerdotales, une activité sociale. C'est là qu'il fait la connaissance d'une famille de patriotes slovaques, les Ďurčanský. Mais Tiso est encore membre du Parti catholique hongrois (*Nép part*), qui s'est créé en réaction au libéralisme et à sa politique laïque, et qui est réputé pour être magyaron et anti-slovaque. En 1913, Tiso obtient une nouvelle cure, à Bánovce sur la Bebrava, là aussi une ville mixte où il utilise les deux langues, slovaque et hongrois. Il y mène une activité strictement locale et très prudente sur le plan national, en pragmatique qui ne veut pas entrer en conflit avec sa hiérarchie. Il n'a aucun lien avec le Parti populaire slovaque que l'abbé Andrej Hlinka a refondé en 1913.

Quand la guerre éclate, il est engagé comme aumônier sur le front de Galicie, mais il tombera malade et sera libéré de ses obligations militaires en décembre. Il ne reviendra pas dans sa cure, car, apprécié par l'évêque de Nitra, Viliam Batthyány, il est nommé professeur de religion au lycée piariste, puis bibliothécaire du séminaire de cette ville. Par ses articles, il participe à la propagande belliciste de l'époque, faisant preuve d'un grand conformisme. Il est toujours absent de la lutte nationale : certains ont vu là une véritable schizophrénie entre une sensibilité (un prêtre slovaque qui participe à la propagande belliciste hongroise) et des actions contradictoires, première manifestation de son comportement ultérieur de la Deuxième Guerre mondiale.

Ce n'est qu'en décembre 1918 que Tiso fait ses adieux à la Hongrie. Donc tardivement, quand les jeux sont faits et que la Hongrie est passée entre les mains de la social-démocratie. Sa reconversion à la « démocratie » s'entend dans le sens de la morale chrétienne. « Chrétiens de notre ville, unissez-vous ! », écrit-il face à la montée socialiste. Il se dégage des structures hongroises et entre en politique municipale (il adhère au Parti populaire de Hlinka à ce moment) : les nouvelles conditions étatiques offrent à Tiso des conditions inespérées pour satisfaire ses ambitions. Son choix de la prêtrise relevait au départ d'une ambition sociale. L'ecclésiastique va pouvoir désormais exercer plus largement son influence. C'est une tradition slovaque que les élites religieuses (catholiques ou protestantes) jouent un rôle politique. En même temps, le Vatican était réticent à

l'engagement des prêtres dans la politique. Il y a eu là une contradiction qui a pesé sur le destin de Jozef Tiso.

TISO ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE : 1918-1938

Le contexte

La création de la Tchécoslovaquie les 28 (à Prague) et 30 (à Bratislava) octobre 1918 est, du point de vue slovaque, ambiguë. Certes, elle garantit l'existence des Slovaques, précédemment menacée, en particulier sur le plan culturel. Mais elle ne tient ses promesses (ou ce qu'on croyait des promesses) ni sur le plan des structures internes (pas de fédération) ni sur le plan économique, les décisions restant entre les mains des Tchèques de Prague qui font des choix qui ne bénéficient pas forcément aux Slovaques. Par ailleurs, il s'agit d'une coupure profonde pour les élites slovaques hongarisées, au profit des élites « tchécoslovaquistes » (essentiellement protestantes)

De fait, les Slovaques ne disposent pas au lendemain de la guerre d'élites intermédiaires suffisantes pour occuper les postes de simple administration de leur État. Environ 120 000 jeunes Tchèques vont alors s'installer en Slovaquie pour la prendre en charge. En l'espace d'une quinzaine d'années, le système scolaire et universitaire mis en place par Prague va cependant produire ces élites, celles-ci arrivant après 1929 en pleine crise, sur un marché de l'emploi déjà saturé, d'où des tensions sociales qui auront un impact considérable sur

la radicalisation nationale. Par ailleurs, à partir de 1928, des voix de plus en plus nombreuses vont s'élever en Slovaquie et dans l'émigration, notamment en Amérique du Nord, pour exiger le respect d'engagements qui ont été contractés pendant la guerre entre représentants des émigrations tchèque et slovaque aux États-Unis (accords de Cleveland de 1915 et de Pittsburgh en 1918) et qui prévoyaient une fédéralisation de la future Tchéco-Slovaquie, tout en laissant la décision finale aux citoyens tchécoslovaques de l'après-guerre. Or, en février 1920, l'Assemblée constituante a choisi une centralisation qui heurte la sensibilité des autonomistes slovaques. Enfin, l'idéologie dominante de l'État tchécoslovaque est marquée par le protestantisme (même si les protestants sont très minoritaires et paradoxalement plus nombreux en Slovaquie qu'en Pays tchèques). Les conflits de Prague avec le Vatican dureront jusque vers 1933, avec la réforme agraire qui prive les institutions catholiques de leurs terres, avec l'idéologie hussite, avec les conflits de compétences entre l'Église et l'État, avec la rupture provisoire des relations avec le Vatican en 1925...

Tiso et la politique

C'est donc en décembre 1918 que l'abbé Hlinka, héros national slovaque précédemment emprisonné par les Hongrois, a refondé le Parti populiste, à Žilina. Et il y a invité Tiso, vraisemblablement à l'initiative de Karol Kmet'ko, futur évêque de Nitra. Cette refondation a pour objectif de satisfaire les ambitions de Hlinka ainsi

que de défendre les intérêts de l'Église, tant spirituels que matériels. De fait, ce parti – qui n'est qu'une des forces slovaques, divisées entre agrariens, sociaux-démocrates, bientôt communistes (à partir de mai 1921) et socialistes-nationaux (tchécoslovaques), sans parler des nombreuses minorités hongroise et allemande – est immédiatement dominé par deux préoccupations : le respect de la morale religieuse et celui de l'identité slovaque. Jozef Tiso entre donc dans ce parti sans passé militant : mais il va surmonter rapidement ce handicap par ses qualités intellectuelles et par son talent d'organisateur, de publiciste et d'orateur. De telle façon qu'il va très vite devenir un proche d'Andrej Hlinka, qui va l'apprécier et le préférer à d'autres membres importants du parti (par exemple à Vojtech Tuka). À la différence de nombreux Magyarons qui continuent de se mettre (secrètement) au service de Budapest (Tuka, František Jehlička, Štefan Mnohel'), Tiso s'est adapté avec habileté. Il sait manier la modération, mais aussi le discours radical, sa cible favorite restant la social-démocratie, qu'il confond dans une même réprobation avec l'alliance avec les Juifs : ici il ne faut pas oublier l'effet direct et indirect sur la Slovaquie de la République hongroise des Conseils entre mars et août 1919. D'un point de vue purement partisan, Tiso avait raison de redouter le mouvement socialiste puisqu'il ne sera pas élu député, échouant aux législatives de mai 1920 devant un social-démocrate. Il va alors consolider ses positions à l'intérieur du parti : il devient vice-président du Club politique des ecclésiastiques du Parti populiste et obtient aussi, grâce à l'appui de son ami

Kmet'ko, le nouvel évêque de Nitra (dont il est le secrétaire), le titre de *Monsignore*, qu'il conservera toute sa vie dans les usages. Peu à peu, Tiso se rapproche de Hlinka et élabore personnellement le programme du parti. Son engagement croissant dans la politique va l'amener à abandonner provisoirement ses fonctions ecclésiastiques, avec cependant un retour obligé à la suite d'une condamnation en 1923 à deux mois de prison pour « tentative de soulèvement du peuple » (dont il effectuera quatorze jours) : il va jouer de l'image de martyr pour ses idées et revenir un temps comme doyen de son ancienne cure de Bánovce sur la Bebrava où il va combiner son sacerdoce avec une action culturelle.

Cela lui permettra d'attendre les élections législatives de 1925 où il est élu, à la suite de la scission et du reflux de la gauche, sur un programme réclamant l'application des accords de Pittsburgh ainsi que le respect des intérêts économiques et sociaux des Slovaques. Autre leitmotiv de ses interventions parlementaires : l'autonomie de la Slovaquie. « L'autonomie n'est pas une tentative de séparer la Slovaquie de la République tchécoslovaque. La question est de savoir si l'État doit se comporter centralement ou si la décentralisation doit être mise en place. Nous voyons sur des cas concrets que l'unité n'est pas menacée par une plus large autonomie et rien ne nous convainc que la demande d'autonomie est une attaque contre l'État », affirme Karol Sidor, un des jeunes leaders du parti.

Ce qu'il faut noter, c'est que Tiso n'a rien à voir avec le courant extrémiste du parti (l'organisation fascisante

de la *Rodobrana*, fondée par Tuka à partir de 1923). Le radicalisme et l'anarchie fascistes lui sont étrangers : son conservatisme le rapproche de Hlinka. Quand, en mai 1926, ce dernier part au Congrès eucharistique qui se déroule aux États-Unis, Tiso est déjà considéré comme le numéro deux du parti et comme son successeur éventuel. C'est pendant ce voyage que commencent les négociations pour l'entrée du Parti populiste au gouvernement : en l'absence provisoire des sociaux-démocrates battus en 1925, les gouvernements seront de droite entre 1925 et 1929, avec la participation des partis anciennement d'opposition représentant les « minorités », slovaques puis allemands. Le 15 janvier 1927, Tiso devient ministre des Affaires sociales et son collègue Marko Gažík, ministre de l'Unification législative (remplacé en février 1929 par L'udovít Labaj). Tiso justifiera habilement cette participation par la volonté de renforcer les droits des Slovaques (c'est ainsi qu'est supprimé le ministère pour la Slovaquie, qui était dirigé par des « centralistes » proches des thèses tchécoslovaquistes). Il va aussi travailler pour le développement des infrastructures sanitaires en Slovaquie (thermes de Sliach, hôpital juif de Bratislava etc.). Pourtant un tel engagement n'était pas sans risque. Électoralement, les populistes en paieront le prix aux élections communales de décembre 1928 et aux législatives d'octobre 1929. L'affaire Tuka, qui éclate en janvier 1928 et qui se termine par la condamnation pour trahison de l'inculpé – agent hongrois – à quinze ans de prison le 5 octobre 1929, sera le prétexte qui permettra un retrait spectaculaire du gouvernement le 8 octobre.

En 1930, Tiso devient officiellement le vice-président du parti, laissant derrière lui la jeune génération des Jozef Buday ou Karol Sidor. Il est intéressant de constater qu'il cherche alors à constituer un bloc politique catholique, avec les Tchèques tout d'abord, avec les Allemands et les Hongrois ensuite, projet qui n'aboutit pas pour des raisons diverses. L'essentiel tient à l'absence de prise en compte de la politique extérieure. C'est la grande faiblesse de Tiso, qui a eu des expériences diverses en politique intérieure, mais qui n'a pas de vision extérieure. Cela pèsera lourd sur son attitude ultérieure. Après cet échec, il s'orientera en 1932 vers la constitution d'un bloc autonomiste slovaque réunissant le Parti populiste et le Parti national slovaque du pasteur Martin Rázus, parti historique partisan de l'autonomie (mais l'alliance avec le HSL'S s'effondrera après les législatives de 1935).

À partir de 1930, Tiso se fait donc le chantre d'un programme autonomiste, sur une base territoriale, tout en se déclarant fondamentalement attaché à l'entité tchécoslovaque. La célébration du onze centième anniversaire de la consécration de l'Église de Nitra, sous le prince Pribina, en août 1933, est l'occasion d'une sur-enchère nationaliste, démonstration de force de l'influence du HSL'S. Mais l'attitude du parti dirigé par Hlinka est ambiguë. Ses dirigeants religieux ne peuvent rester indifférents aux recommandations du Vatican : c'est ainsi que l'on verra les populistes voter en faveur d'Edvard Beneš pour la succession de Masaryk à la présidence de la République en décembre 1935. En effet, les querelles entre Prague et le Vatican ont été vidées

entre 1933 et 1935 – grâce en particulier à l’intercession des ambassadeurs français, Léon Noël et surtout François Charles-Roux – et la papauté a pris conscience des conséquences de la montée des extrémismes en Europe. Dans le même temps, le HSL’S tient un discours dont le danger apparaîtra bientôt : il se considère comme majoritaire (ce qui est évidemment faux) et comme le seul porte-parole légitime des Slovaques : il pratique une sorte de confiscation symbolique de la parole nationale bien qu’il ne représente qu’un tiers de l’électorat. Au 7^e congrès du parti à Piešťany, Tiso déclare le 19 septembre 1936 : « Nous devons veiller à ce que le parti, comme seul représentant de la nation slovaque, protège en son sein toute la nation et ses composantes. Une nation, un parti, un chef pour une action unie de toutes les forces au service d’une seule nation. » Il ne s’agit pas d’une déclaration de circonstance, mais d’une conviction profonde. Il y restera attaché jusqu’à la fin. Il est persuadé que c’est l’aboutissement naturel de la démocratie (on ne peut s’abstraire de penser ici au lien qu’il y a eu entre le monopole du pouvoir de la période nazie ou fasciste en Europe médiane et celui de la prise de pouvoir communiste). Ces tendances à la monopolisation du discours national et à des positions autoritaristes apparaissent donc dans les années 30 et sont incontestablement liées à la radicalisation nationale qui résulte de la crise économique. La tentative de réintroduire le HSL’S au gouvernement en été 1936 – Tiso participe à ces négociations – approfondira l’accentuation de ce parti vers l’extrême droite et sa volonté de rejeter, comme le précise le congrès de Piešťany, « la

coopération avec le représentant international de l'idéologie matérialiste et de l'anarchie judéo-bolchevique ». Pourtant, Tiso continue de tenir un discours relativement modéré par rapport aux Jeunes Populistes (*Nástup*). Après l'annexion de l'Autriche en mars 1938, il affirme que « le HSL'S considère que la République tchécoslovaque est un cadre au sein duquel peut s'affirmer l'individualité de la nation slovaque. » Mais qu'il faut écarter les quiproquos entre Tchèques et Slovaques et faire naître une véritable collaboration, qui serait la meilleure garantie de la défense de la Tchécoslovaquie. Plus inquiétante était sa proposition de collaboration avec les minorités dans un esprit chrétien. Tiso, visiblement, ne comprenait rien au jeu de la minorité allemande.

En 1938, la radicalisation autonomiste s'accroît avec l'anniversaire des accords de Pittsburgh en mai et la disparition de Hlinka au mois d'août. Tiso lui succède. Le reste échappe aux Slovaques, mais ils vont profiter de la situation : après les accords de Munich du 30 septembre 1938, le HSL'S provoque une réunion politique élargie à Žilina les 5 et 6 octobre et fait adopter un programme de fédéralisation (la déclaration de Žilina) de la Tchéco-Slovaquie qui est accepté par Prague et confirmé par la loi constitutionnelle adoptée par le Parlement le 22 novembre 1938. Le 7 octobre, Mgr Tiso devient chef du gouvernement slovaque : il a atteint son but. C'est son triomphe, mais très bref, car les circonstances vont devenir rapidement difficiles pour lui.

LES RESPONSABILITÉS DE JOZEF TISO DE 1938 A 1945

Il s'agit là d'une question extrêmement complexe qui consiste à démêler ce qui relève de la responsabilité d'un dirigeant politique et des agissements de l'État à la tête duquel il se trouve. Tiso a été chef de gouvernement puis chef de l'État slovaque de façon continue de novembre 1938 à mai 1945. De ce point de vue, il n'est pas illégitime de lui imputer l'ensemble des actions et des crimes commis par cet État slovaque. Par ailleurs, la marge d'autonomie de cet État slovaque a été variable au cours de la période par rapport à son tuteur nazi (direct, avec le consulat de Bratislava et la minorité allemande de Slovaquie, indirect par la pression de Hitler et des services du Reich) et en raison de forces parallèles fascisantes, qui ne sont pas négligeables au sein même du parti unique. C'est ce qui a permis à la propagande pro-tisiste de défendre la thèse du « bouclier » ou du malheureux prêtre qui se sacrifiait, et subissait le martyre, pour épargner son peuple. Est-il utile de préciser que cette thèse résiste difficilement à l'examen, ou du moins qu'elle ne peut exonérer Mgr Tiso de ses responsabilités.

Ses débuts vont être dès l'abord difficiles parce que le dépècement de la Tchécoslovaquie désormais fédéralisée va également toucher la Slovaquie qui va perdre le sud de son territoire lors de l'arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938 (consécutif à l'échec des négociations bilatérales). La Slovaquie est sévèrement amputée (après les 83 km² de Munich avec l'Autriche, puis les

226 km² au nord avec la Pologne, en tout moins de 20 000 habitants), avec 10 390 km² et 854 218 habitants (dont 503 980 Magyars et 272 154 Tchécoslovaques). Comment expliquer cet échec initial ? Nous arrivons ici au cœur de notre sujet. Tiso déclare le 3 novembre, évidemment très déçu par cet arbitrage du Belvédère, qu'« une grande trahison a été commise contre la nation slovaque », sans dire que la responsabilité en incombe à l'Allemagne ou à l'Italie (!!!), mais qu'elle tient « aux hommes politiques qui au cours des vingt dernières années ont décidé de notre destin à notre place ». Il ajoutera qu'il voit dans cette décision le désir des Juifs de retourner dans la Grande Hongrie. Et le 4 novembre, quelques heures avant l'entrée des troupes hongroises sur le territoire annexé, il donne l'ordre à l'administration locale d'expulser tous les Juifs qui n'auraient pas la citoyenneté tchécoslovaque et d'autorisation de séjour. Même si cette décision est annulée au bout de 24 heures et ne sera pas menée à son terme (il y a malgré tout 7 500 expulsions), elle témoigne d'une orientation qui va dominer l'État slovaque. En fait, la communauté juive va être considérée comme anti-slovaque. Et être par conséquent rapidement condamnée à la marginalisation. Mais Tiso est en permanence dans un double discours : le 25 octobre, il déclare que « personne ne doit craindre un régime chrétien qui ne se livrera pas à des représailles, qui sera miséricordieux et qui ne suivra pas des théories et des exemples étrangers ». Entre la mise en œuvre des principes chrétiens de générosité et l'idéologie nationale exclusive, au fond, Tiso ne tranchera jamais. Son biographe Ivan Kamenec

a ajouté qu'il ne *pourra* pas le faire. D'où l'incohérence entre les déclarations et les actions de Tiso sur la question juive. Ce qui laisse place à des interprétations opposées, et dans bien des domaines.

Parallèlement, conformément à ses conceptions antérieures, Tiso préside à la disparition de la vie démocratique en fusionnant certains partis au sein du Parti de l'Unité nationale slovaque (en fait le HSL'S), tandis que les partis de gauche et les partis juifs sont dissous et interdits. Mais, au sein même du parti unique, il a à sa droite un clan très remuant, désormais animé par Vojtech Tuka, qui est rentré en Slovaquie.

Sur le plan du maintien de l'État tchécoslovaque, Tiso a des positions claires : il le souhaite et appuie l'élection d'Emil Hácha comme président de la République. Mais Hitler veut détruire définitivement la Tchéco-Slovaquie, même affaiblie, pour s'emparer de son potentiel : il va se servir du levier slovaque comme il s'est servi du levier allemand en septembre 1938. Le jeu pervers que va mener Berlin consiste à pousser Prague à intervenir en Slovaquie les 9 et 10 mars, pour empêcher une séparation (Tiso est destitué au profit d'un autre leader du parti HSL'S, Karol Sidor, anti-allemand et pro-polonais), et de susciter parallèlement (sous l'impulsion aussi de la minorité allemande) une demande d'indépendance des extrémistes slovaques, puis de Tiso lui-même. Ce dernier est convoqué par Hitler à Berlin le 13 mars et reçu comme un chef d'État. Hitler lui enjoint – en agitant la menace hongroise – de proclamer l'indépendance dès le lendemain, ce qui est fait dans des conditions assez

étranges au Parlement de Bratislava. Après son exposé et sa question : « Êtes-vous d'accord pour que soit proclamé un État slovaque indépendant ? », peu après midi, les 57 députés présents se lèvent et chantent un hymne patriotique slave, Tiso devenant aussitôt le président de ce nouvel État.

S'est alors joué un moment capital pour les Slovaques et pour Tiso : il est incontestablement l'allié objectif de Hitler dans la destruction de la Tchécoslovaquie ; l'État slovaque doit son indépendance à la volonté et au patronage de Hitler ; les Slovaques ont, pour la première fois de leur histoire, un État qui leur est propre et cela aura des incidences contradictoires sur le regard porté sur Tiso ; enfin, ce dernier va mettre en place, à l'occasion de cette proclamation, un des piliers de la justification de toute sa politique pendant la guerre : la thèse de la politique du « moindre mal » ; en l'occurrence, s'il n'avait pas accepté la proposition de Hitler, celui-ci aurait laissé carte blanche à la Hongrie, qui n'aurait pas manqué l'occasion de recouvrer ses frontières historiques avec la Pologne. En même temps, cet homme politique expérimenté ne pouvait pas ne pas se rendre compte des conséquences à long terme de sa décision. C'est vraisemblablement à ce moment qu'il s'est senti investi d'une responsabilité à l'égard des Slovaques, mettant en place la légende selon laquelle les Slovaques avaient décidé de leur propre volonté de vivre désormais indépendants de toute ingérence et de toute influence. La « volonté du peuple », tout comme « la défense de la survie de la nation », relève de la rhétorique tisiste. Elles

justifient une homogénéisation du peuple. Ce sont les prémisses d'une triste histoire.

Ne pouvant évoquer ici largement l'histoire de cet État slovaque, je me limiterai au rappel de quelques points indispensables pour la compréhension des événements.

Premièrement, Tiso a concentré entre ses mains l'essentiel du pouvoir réel et symbolique. Ce qui ne veut pas dire qu'il a détenu *tout* le pouvoir. Son rival Vojtech Tuka, allié à Alexander Mach, le chef du mouvement des Gardes de Hlinka, tentera de le bousculer à plusieurs reprises. Mais, après les crises de l'été 1940 puis du début de l'année 1941, le Président réussira à contrôler le parti. Au prix parfois de déclarations et de manœuvres étonnantes ; ainsi déclare-t-il le 7 septembre 1941 : « Ce sera une surprise pour beaucoup si j'affirme que les principes sociaux traduits par les encycliques du pape et les principes du national-socialisme sont les mêmes... Les principes des encycliques papales, les principes principaux sur lesquels sera fondée l'organisation sociale en Slovaquie, et les principes du national-socialisme sont identiques. Et seul celui qui n'a lu ni les uns ni les autres ou qui ne les a pas comparés peut parler d'une lutte entre eux. » Le nonce apostolique G. Burzio a protesté avec véhémence auprès du chef de l'État contre ces déclarations tout comme contre l'adoption du Code juif. Il est intéressant de constater que Tiso a souvent débordé ses adversaires par un discours de surenchère sur l'extrême droite, par exemple

sur la nécessité d'un *vodca*, équivalent slovaque du *Duce* ou du *Führer*. Cette tactique a permis à Tiso de l'emporter sur ses adversaires nationaux-socialistes (Tuka) lors de l'été 1942. À ce propos, il faut d'ailleurs souligner qu'en général, Hitler a arbitré en faveur des leaders au pouvoir, préférant une stabilité conservatrice au désordre et à l'agitation nationale-socialiste. Mais cette aile n'a pas totalement disparu. Et on peut s'interroger sur cette victoire à la Pyrrhus, qui a certainement réduit la marge de manœuvre du chef de l'État en l'enfermant dans un profil idéologique plus radical.

Deuxième remarque : le rapport de Tiso à l'Allemagne et à Hitler. Tiso a rencontré sept fois Hitler en Allemagne. Il est assez curieux de constater une sorte de respect mutuel entre les deux hommes. C'est d'ailleurs aussi étrange d'un côté que de l'autre. Chez Hitler, il s'agit vraisemblablement d'une attitude tactique. La Slovaquie est un bon fournisseur de l'Allemagne. En 1942, il dira même : « C'est intéressant comment ce petit prêtre nous a envoyé des Juifs. C'est excellent pour cette étape. » Pour Tiso, l'Allemagne est l'unique garantie de l'État slovaque. Ce qui explique très largement sa docilité à l'égard de Berlin, difficilement compréhensible de la part d'un ecclésiastique qui est soumis en principe au Vatican. Et les reproches ne manqueront pas. Mais Tiso ne comprend rien, jusqu'au bout, à l'évolution de la scène européenne et mondiale.

Troisième point : l'attitude de Tiso à propos de la question juive.

Selon le recensement de 1930, on comptait plus de 136 000 israélites en Slovaquie (4,11 %), dont 32 % se déclaraient tchécoslovaques, 7,27 % allemands et 47,8 % juifs. Après les annexions hongroises, il en reste 89 000 sur le territoire de la Slovaquie. Nous avons déjà mentionné les traces d'antisémitisme chez Tiso et comment cet antisémitisme a émergé à l'automne 1938 quand le Manifeste de la Nation slovaque de Žilina a mentionné le 6 octobre : « Nous restons aux côtés des nations qui combattent l'idéologie judéo-marxiste de chaos et de violence. » L'image du Juif étranger et anti-slovaque, parlant hongrois, yiddish ou allemand, s'est imposée dans la propagande. À cela s'ajoutaient les classiques antisémitismes économique et confessionnel ; il est intéressant de noter que, dès janvier 1939, le gouvernement slovaque a constitué une commission (avec Ferdinand Ďurčanský) chargée d'étudier la question juive. L'idée de limiter les activités de la communauté juive est partagée par l'ensemble des responsables du HSL'S qui diffèrent sur le rythme de mise en place de ces mesures : les modérés parlent de *numerus clausus* (4 %) correspondant au poids démographique de cette communauté ; les ultras veulent totalement en écarter ses membres de la vie publique (Šaňo Mach et Dezider Murgaš le 5 février 1939, par exemple).

Dès avril 1939, un arrêté gouvernemental donne déjà une définition extensive de qui est juif. C'est au printemps 1940 qu'est adoptée la première loi d'aryanisation (n° 113/1940). La pression hitlérienne s'accroît en juillet : le gouvernement slovaque reçoit les pleins pouvoirs du Parlement pour gérer la question juive : l'arya-

nisation s'accélère en automne 1940 avec une nouvelle loi. Un bureau économique central est créé ainsi qu'une section juive (la 14^e) au ministère de l'Intérieur. Tous les Juifs doivent devenir membres de la Centrale juive (Ústredna Židov). En quelques mois, la communauté juive est paupérisée (terre confisquée, biens immobiliers aussi, entreprises supprimées ou aryanisées) : 72 % des Juifs ne peuvent plus vivre de leurs biens et de leur instrument de travail. Par conséquent naissent des camps de travail à partir du printemps 1941. Parallèlement, les restrictions affectent la communauté : interdiction de fréquenter l'enseignement, restriction d'accès aux lieux publics (les parcs, les piscines, les rues baptisées Hlinka et Hitler...), limitation des heures d'achat, couvre-feu, interdictions de posséder des radios, des appareils photos et même... des cannes à pêche. À partir de septembre 1941, le port de l'étoile jaune est obligatoire. Le Code juif (*Židovský kodex*), adopté le 9 septembre (qui provoque une protestation d'une partie des évêques slovaques le 7 octobre), sera un des plus durs d'Europe.

La déportation de 1942 constitue le sommet de l'antisémitisme slovaque, hystérique dans la presse. Le 2 décembre 1941, le chef du gouvernement Tuka signe avec Hans Ludin, le représentant allemand à Bratislava, un accord pour la déportation des Juifs : l'État slovaque s'engage à payer 5 000 couronnes (500 deutschmarks) pour chaque « Juif slovaque réinstallé » en Pologne ou en Ukraine. Bratislava paiera 29 millions de DM pour 58 000 déportés (en fait, d'après les calculs d'Ivan Kamenec, en tout 50 millions pour la « solution finale »). De mars à octobre 1942, 58 transports regrouperont

57 628 déportés. Ceux-ci perdent leur nationalité et une loi légalise même la déportation.

Et Tiso ? Le 18 août 1942, il déclare dans le journal *Slovák* : « Est-ce chrétien ce qui se passe ? Est-ce humain ? N'est-ce pas du pillage ? Mais je demande : est-ce chrétien quand le peuple slovaque veut se débarrasser de son ennemi éternel, les Juifs ? Est-ce chrétien ? L'amour de soi est un précepte divin, et cet amour m'ordonne de me débarrasser de tout ce qui me nuit, de ce qui menace ma vie. Et que l'élément juif menace la vie des Slovaques, je pense qu'il n'est pas besoin d'en convaincre quiconque. Il y a peu, nos messieurs ont eu entre les mains un vieux livre dans lequel étaient décrites les villes de Hongrie et de Haute Hongrie. Il y était précisé combien il y avait de Juifs dans les villes en 1840. Dans de grandes villes comme Žilina, Nitra et autres, il y avait alors 30 à 40 Juifs. Et au bout de cent ans, dix fois plus ! Il y en avait de plus en plus ! Non pas dans les champs, mais dans les bureaux, dans les banques et dans tous les hauts lieux, c'est là qu'ils siégeaient. Ils exploitaient les ressources de la terre slovaque et le travail slovaque pour eux-mêmes. Nous avons calculé qu'ils détenaient 38 % du revenu national. Quand les trois millions de membres de notre peuple en avaient 62 %, 5 % de Juifs en avaient 38 % ! Et ce rapport entre notre peuple et les Juifs n'a cessé de s'amplifier. Cela aurait encore empiré si nous ne nous étions pas ressaisis à temps, si nous ne nous en étions pas nettoyés. Et nous l'avons fait en suivant le précepte divin : Slovaque, jette à bas, débarrasse-toi de celui qui te nuit ! » Il restait 20 000 Juifs en Slovaquie. 6 à 8 000

avaient fui en Hongrie avant d'être déportés. Beaucoup d'entre eux le seront de Hongrie directement dans les camps de la mort. 2 000 étaient cachés. 4 000 travaillaient dans les camps de travail.

En été 1944, éclate un soulèvement fin août (le parallèle peut être fait entre le général Čatlos et le maréchal Badoglio) auquel participe une partie de l'armée et l'ensemble de l'opposition et de la résistance au régime. Le mouvement est écrasé en quelques semaines par les troupes allemandes. Une nouvelle vague de déportations a lieu, cette fois-ci à l'initiative de l'occupant allemand et de ses affidés extrémistes : 13 500 Juifs seront alors déplacés, dont 1 000 seront tués directement sur le sol slovaque. Globalement, environ 10 000 Juifs survivront grâce à l'aide de la population. Une lettre de Mgr Tiso au pape, la première et la seule qu'il ait écrite, résume le 8 novembre sa position à ce moment, réagissant aux critiques grandissantes de la communauté internationale : après avoir protesté de son obéissance au Saint Père, Tiso souligne le caractère pacifique de son régime, mais aussi la nécessité de se défendre : « Il faut encore souligner que les Tchèques et les Juifs, qui se portaient bien pendant les cinq années d'existence de l'État slovaque, se sont ralliés à la fin août de cette année à des parachutistes ennemis de différentes nationalités qui ont été envoyés en Slovaquie et ont lancé une rébellion ouverte contre la République slovaque. La petite Slovaquie, attaquée inopinément et injustement, incapable de se défendre par elle-même, a demandé de l'aide à son allié, le gouvernement du Reich. C'est pourquoi depuis ce moment, les actions en Slovaquie ont un

caractère militaire et se déroulent en dehors de la sphère des compétences du gouvernement slovaque et en dehors de sa responsabilité [...]. Notre faute consiste en notre gratitude et en notre fidélité envers les Allemands qui non seulement ont admis et reconnu l'existence de notre nation et son droit naturel à l'indépendance et à la liberté nationale, mais l'ont aussi aidée contre les Tchèques et les Juifs, ennemis de notre peuple. Mais nous sommes tout à fait certains que cette « faute » est aux yeux des catholiques notre plus grand honneur. »

Si nous résumons la position de Tiso, il est indiscutable qu'il a adhéré au projet de la « solution juive ». Il ajoutait « chrétiennement, sans haine ni brutalité » : hypocrisie majeure ou quadrature du cercle ? Certainement les deux à partir de 1942. Tiso ne s'est pas personnellement engagé dans cette politique d'élimination confiée au gouvernement. Mais il a largement participé à l'atmosphère antisémite de l'État slovaque. Il avait écrit dans le *Slovak* du 1^{er} octobre 1940 : « Dieu fasse que l'Allemagne ne perde pas la guerre. Tous les Juifs reviendraient... Toute cette guerre est une guerre sociale contre le capital juif... S'accomplit contre eux la malédiction consécutive à leur demande de mort de Jésus à Pilate. » Même si Tiso a été totalement muet en 1942 sur la question juive, il faisait le désespoir des représentants du Vatican qui considéraient d'une part que le silence d'un prêtre était insupportable et que, d'autre part, il nuisait de plus en plus à l'Église en ayant des fonctions politiques. Que l'arrêt des déportations en automne 1942 soit dû à Tiso est une légende, qui a été démontée par les historiens slovaques. Quant à ses

interventions en faveur de 1 000 Juifs (ce qui a permis d'en protéger entre 5 et 6 000 d'après Kamenec), elles n'ont concerné qu'une toute petite part des 20 000 demandes qui lui ont été adressées.

Les défenseurs de Mgr Tiso mettent en exergue des arguments bien connus par ailleurs : pour eux, d'une part, le sort des Juifs en Slovaquie a été influencé par l'Allemagne ; d'autre part, personne ne pouvait soupçonner le destin des Juifs déplacés. L'autre justification, présentée notamment par l'ancien secrétaire de Mgr Tiso, Karol Murín, consiste à défendre l'idée que le Président avait pour préoccupation essentielle de défendre sa propre nation et que cette tâche était telle qu'il ne pouvait prendre en compte d'autres intérêts.

À partir de l'automne 1944 et du soulèvement national slovaque déclenché le 27 août, le régime de Tiso est en sursis, avec un nouveau gouvernement formé le 5 septembre par Štefan Tiso. Pourtant, jusque-là, il a bénéficié d'une popularité certaine et persuadé les Slovaques de son rôle protecteur grâce à sa politique du « moindre mal ». Il est évident que le sort des Slovaques pendant la guerre, avec la suppression d'un chômage auparavant endémique, la consolidation d'une classe moyenne protégée par une économie de guerre qui exclut la concurrence et renforcée par l'aryanisation des biens juifs, ne s'est pas autant dégradé que dans des pays voisins. Symboliquement, le pouvoir slovaque a pu aussi jouer des apparences de la souveraineté nationale. Mais au moment où celle-ci est de plus en plus menacée par la pression de Berlin, contrairement à l'at-

tente d'une partie de la Résistance qui pensait que Mgr Tiso se retournerait et les rejoindrait, ce dernier reste fidèle à son allié allemand. Il semble alors avoir renversé ses priorités : dans les années 1930, il donnait la prééminence à la nation sur l'État ; là, il préfère l'État à la nation. Poussant le paradoxe un peu loin, l'historiographie révisionniste a même vu dans la fidélité de Tiso son sacrifice suprême. Après deux mois de combats, le 27 octobre, le soulèvement national slovaque est écrasé (4 000 morts, 15 000 prisonniers, plusieurs dizaines de milliers de déportés). Tiso assume la responsabilité des très lourdes pertes des résistants et de la relance des déportations juives, puisqu'il laisse libre le terrain à l'occupant et à ses alliés extrémistes.

L'offensive soviétique reprendra en mars 1945. Bratislava sera libérée le 4 avril, la Slovaquie, le 1^{er} mai. Les Soviétiques déportent environ 10 000 personnes. 10 000 Slovaques émigrent. Parmi eux, Mgr Tiso qui trouve refuge, après un passage en Autriche, dans le monastère de Kremsmünster, puis en avril dans le monastère des capucins d'Altötting. À la mi-juin, il est identifié par les Américains qui l'achemineront en avion le 29 octobre jusqu'à Bratislava. Il sera désormais traité comme un prisonnier, un Quisling qu'il faut juger (plus que comme un criminel de guerre).

Après un procès qui s'est ouvert devant le tribunal national de Bratislava le 2 décembre 1946 et qui s'est achevé par un verdict le condamnant à mort le 15 avril 1947, Mgr Tiso a été exécuté le 18 avril au matin. Le 16, conformément à la demande du président Beneš, le gouvernement s'était réuni pour examiner s'il convenait

de le gracier ou non : par 17 voix contre 6 (les ministres catholiques et Jan Masaryk s'abstenant), le cabinet avait rejeté la demande. Beneš avait dit qu'il s'alignerait sur sa position. Cette sentence suprême a donné lieu à bien des polémiques, étouffées jusqu'en 1989, et qui ont rebondi avec le retour sur la scène médiatique des acteurs émigrés de l'État slovaque. Cette décision « à froid », qui touchait de plus un prêtre, avait beaucoup choqué les Slovaques, majoritairement catholiques, qui considéraient – dans une proportion difficile à déterminer – que Mgr Tiso avait été mu essentiellement par son patriotisme. Pour ceux-ci, la condamnation de leur président était un nouveau coup porté à leur slovacité. Les nationalistes slovaques se sont empressés d'en faire porter la responsabilité sur le président Beneš. La mort de Mgr Tiso allait participer du mythe du martyrologe slovaque. Entre 1991 et 1999, les sondages d'opinion ont montré que Mgr Tiso était considéré comme une personnalité historique positive par 17,6 à 29,3 % de l'opinion, et comme négative par 32,4 à 47 %. C'est dire que l'« affaire Tiso » n'a pas totalement disparu du paysage mental slovaque et qu'elle représente toujours un certain pouvoir de manipulation et d'instrumentalisation entre les mains des forces populistes et nationalistes.

Bibliographie indicative

En français :

L'ubomír Lipták, *Petite histoire de la Slovaquie*, Institut d'études slaves, 1995. La meilleure introduction en français.

S. J. Kirschbaum, *Slovaques et Tchèques*, L'Âge d'Homme, 1987. Le point de vue « national » slovaque sur les relations bilatérales.

En tchèque :

Jan Rychlík, *Češi a Slováci ve 20. století, 1914-1945* (Tchèques et Slovaques au xx^e siècle), Bratislava, Academic Electronic Press, 1997. La meilleure étude globale sur les relations bilatérales.

En slovaque :

Slovensko v Československu 1918-1939 (La Slovaquie dans la Tchécoslovaquie), Bratislava, Veda, 2004. La dernière synthèse de l'Académie des sciences de Bratislava.

Ivan Kamenec, *Dr. Jozef Tiso, tragédia, politika, kňaza a človeka* (Jozef Tiso, la tragédie, la politique, le prêtre et l'homme), Bratislava, Archa, 1997. Une petite biographie distanciée, la meilleure sur Tiso à ce jour.

Pokus o politický a osobný profil Jozefa Tisu (Essai pour un profil politique et personnel de Jozef Tiso), Bratislava, SAP, 1992. Les historiens se sont confrontés avec les défenseurs de Tiso, nostalgiques de l'ancien État slovaque. Patchwork parfois étrange, mais très riche (et pour compléter une vision « révisionniste » de Tiso, cf. *Zamlčaná pravda o Slovensku* (La vérité cachée sur la Slovaquie), Radočina, Priatel'ia Prezidenta Tisu, 1996, où l'on retrouve les thèses de l'émigration politique d'après 1945).

Jozef Tiso, *Prejavy a články (1913-1938)* (J. Tiso, discours et articles), Bratislava, AEP, 2002. Tiso par les textes. Intéressant malgré quelques lacunes.

Ivan Kamenec, *Po stopách tragédie* (Sur les traces de la tragédie), Bratislava, Archa, 1991. Une remarquable étude sur l'extermination des Juifs de Slovaquie, à traduire en français.

Vatikán a slovenska republika (1939-1945) (Le Vatican et la République slovaque), Bratislava, Académie des sciences, 1992. Un précieux recueil de documents, rendant accessibles des documents rédigés pour la plupart en latin .

Slovensko a druhá svetová vojna (La Slovaquie et la Deuxième Guerre mondiale), Bratislava, Vojenský historický ústav, 2000.

Slovensko na konci druhej svetovej vojny (La Slovaquie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale), Bratislava, Historický ústav SAV, 1994.

La revue de l'Institut d'Histoire de l'Académie des sciences slovaque : *Historický časopis* (Revue historique).

Voir également, à côté des travaux de L. Rothkirchen et Yeshayahu A. Jelínek aux États-Unis et de ceux de Jörg Hoensch en Allemagne, ceux des bons historiens slovaques Alena Bártlová, Valerián Bystrický, Katarína Hradská, Ivan Kamenec, Dušan Kováč, Ľubomír Lipták, Eduard Nižňanský...